**PLAIDOYER LOCAL**

**POUR UNE DEMARCHE ZERO DECHET**

Nombreux sont les citoyens préoccupés par la réduction des déchets qui souhaitent agir auprès de leurs élus locaux ou de leurs collectivités pour faire progresser les politiques publiques dans le bon sens. Il s’agit finalement d’appliquer au niveau local ce que beaucoup d’associations font au niveau national : le plaidoyer.

### **Le « plaidoyer » qu’est-ce que c’est ?**

“*Procéder à des interventions destinées à influencer directement ou indirectement l'élaboration, l'application ou l'interprétation de mesures législatives, normes, règlements et plus généralement, toute intervention ou décision des pouvoirs publics, dans l’intérêt général*”.

Objectifs :

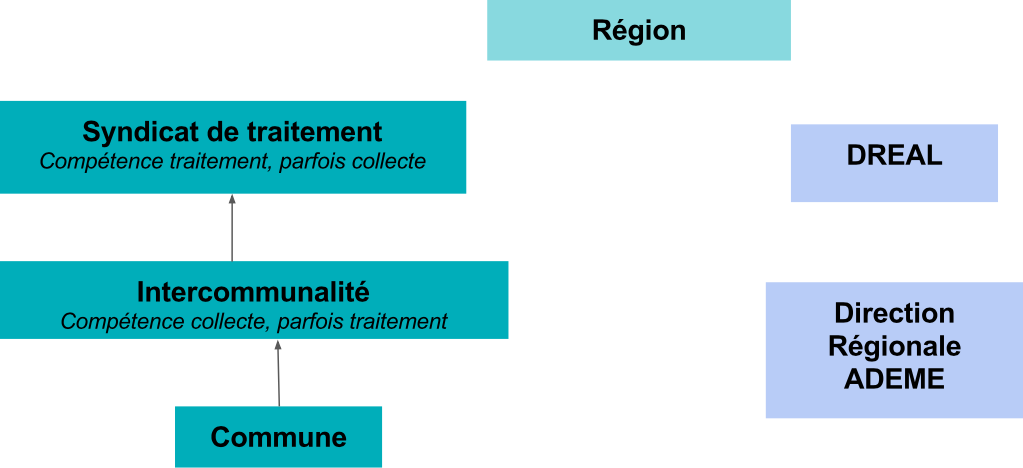
* Empêcher des politiques/décisions
* Provoquer de nouvelles politiques/décisions
* S’assurer de la bonne application des politiques

*Cette fiche a été réalisée pour donner quelques clés aux citoyens et groupes locaux Zero Waste qui veulent influer sur les décisions politiques locales prises en matière de déchets. Plus que les arguments à mettre en avant (*[*pour cela consultez Le Scénario Zero Waste*](http://lescenario.zerowastefrance.org/)*), elle se concentre sur la stratégie de plaidoyer et de mobilisation à adopter pour faire avancer la démarche zéro déchet au niveau local. Pour plus de lisibilité, nous avons organisé ce document en 6 points clés ou 6 étapes pour construire sa stratégie de plaidoyer.*

# 1. Savoir à qui on a à faire

*= Identifier les acteurs de la décision et les processus de décision*

Au niveau local, les acteurs qui jouent un rôle dans le domaine des déchets sont nombreux et ont différentes missions :



* **La commune** : les communes ne gèrent pas la collecte ou le traitement des déchets. Elles sont en revanche souvent responsables du nettoyage des rues.

Les communes restent un interlocuteur intéressant pour faire avancer les démarches zéro déchet au niveau local car elles prennent des décisions dans des domaines qui influent sur la production de déchets et où une démarche zéro déchet peut être développée (modalités d’approvisionnement des cantines scolaires, tourisme, événementiel, éducation…)

De plus, la commune est un échelon décisionnel très identifié par les citoyens et les médias. C’est donc un acteur privilégié à interpeller, même si le ou la maire n’est pas in fine celui qui prendra la décision qui vous intéresse.

A titre d’exemple, la commune de Roubaix a mis en place une démarche zéro déchet, bien que ne disposant pas de la compétence collecte. [Le cas d’étude peut être consulté ici](https://www.zerowastefrance.org/media/TZW/cs8%20Roubaix%20FR.pdf).

* **L’intercommunalité** (= un groupement de plusieurs communes, une partie des élus municipaux siègent dans l’intercommunalité). L’intercommunalité est souvent en charge de la collecte des déchets, et parfois également du traitement. En tant que responsable de la collecte des déchets, ce sont elles qui peuvent mettre en place la collecte séparée des biodéchets, qui établissent les modalités de financement du service public de gestion des déchets (tarification incitative ou non, facturation des commerçants) et qui ont l’obligation de réaliser un plan local de prévention des déchets comprenant des actions pour réduire la quantité de déchets produites sur le territoire.

* **Le Syndicat de traitement des déchets** (= groupement de plusieurs communes et/ou de plusieurs intercommunalités, parfois actif à l’échelle d’un département voir d’une région, les élus intercommunaux siègent au sein du syndicat de traitement). Parfois, l’intercommunalité délègue sa mission de traitement des déchets à un syndicat de traitement qui est alors en charge de trouver des exutoires aux déchets produits et de gérer les installations (centre de tri, plateforme de compostage, incinérateur, décharge…)
* **La Région** : Elle est en charge de la planification régionale de gestion des déchets. Les nouvelles régions sont en cours d’élaboration des plans déchet régionaux pour l’année 2017/2018. Consulter [l’article dédié pour plus d’informations](https://www.zerowastefrance.org/fr/articles/346-plans-dechets-des-regions-entrepreneurs-zero-dechet-saisissez-l-opportunite).

Pour facilement savoir “qui fait quoi” sur votre territoire, il suffit de faire un tour sur le site internet des différentes collectivités (intercommunalité, syndicat de traitement). On peut y trouver l’information sur la taille du territoire, le nom des communes faisant partie du groupement et les compétences de cette entité.

Au sein de ces collectivités, il y a plusieurs interlocuteurs :

* **Les élus** : Ce sont eux qui prennent les décisions. Ce ne sont a priori pas des professionnels du secteur des déchets et ils connaissent parfois peu les enjeux et les débats techniques autour de ce thème.

A l’échelle d’une commune ou d’une intercommunalité qui assure différentes missions, un ou deux élus seront spécifiquement en charge de la gestion des déchets. A l’échelle d’un syndicat de traitement qui ne gère que les déchets, le ou la président-e du syndicat ou les membres du bureau ont souvent un poids et un rôle plus important que les autres élus.

* **Les techniciens** : ils sont chargés d’appliquer la politique de la collectivité. Ils sont souvent spécialistes des déchets et connaissent très bien leur domaine.

Parmi les techniciens, il y a différents profils pour différentes missions :

- Les animateurs prévention/ambassadeurs du tri : En charge de la réduction des déchets. Ils sont souvent en bon termes avec les associations locales et sensibles à la démarche zéro déchet.

- Les technicien.nes des services collecte ou traitement des déchets. Ils ont des profils généralement plus techniques, parfois plus éloignés des associations locales et des démarches zéro déchet.

- Le directeur/la directrice général.e des services. Il travaille de manière rapprochée avec l’exécutif élu et a souvent un profil plus politique.

→ L’équilibre élus/techniciens n’est pas toujours le même au sein des collectivités. Selon le niveau d’implication, l’intérêt et la connaissance de l’élu sur le sujet des déchets, les services techniques pourront plus ou moins influer sur les décisions politiques prises.

→ Les techniciens déchets, et notamment ceux spécialisés dans la réduction des déchets, sont souvent très sensibles à ces thématiques d’un point de vue personnel. Il est toujours intéressant de les identifier et s’en rapprocher car même s’ils ne peuvent pas toujours influer directement sur les décisions prises, ils peuvent transmettre des informations, associer les groupes locaux ou d’autres acteurs locaux à certains projets, etc.

Les autres acteurs importants au niveau local :

* **La DREAL** (Direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement) : c’est un service déconcentré de l’Etat dans la Région qui s’occupe du contrôle et de la sécurité des activités industrielles, des risques naturels et technologiques et de la gestion des déchets. Elle assure le contrôle des installations de traitement de déchets (incinérateur, décharge, TMB…).

* **La direction régionale de l’ADEME** : Ce sont les antennes régionales de l’ADEME nationale. L'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. L'Agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses **capacités d'expertise et de conseil**. Elle aide en outre au financement de projets.(ex. Elle distribue les aides que reçoivent les territoires retenus dans le cadre de l’appel à projet zéro déchet zéro gaspillage).

**ENCADRE : Savoir à qui on a à faire avant un rendez-vous**

Le principe “savoir à qui on a à faire” s’applique en toute situation. Si vous avez décroché votre premier rendez-vous avec l’élu en charge des déchets dans votre ville, il n’est pas inutile de faire quelques recherches en amont pour préparer le rendez-vous : quelles missions a-t-il au sein de la collectivité ? A quel point connaît-il les sujets déchets ? Quelle est sa couleur politique ? Quels sujets semblent lui tenir à coeur ?

Selon les réponses à ces questions, vous pourrez préparer votre rendez-vous en sélectionnant les arguments les plus susceptibles de faire mouche (l’environnement, l’emploi, l’image du territoire, la propreté...)

# 2. Définir un objectif

*= formuler un objectif à son action de plaidoyer, suffisamment précis pour qu’il soit facile de déterminer s’il a été atteint.*

Définir un objectif à son action de plaidoyer est important car cela permet :

- De préciser les demandes que l’on va formuler aux décideurs

- De préciser ses messages de communication

- De mobiliser d’autres personnes autour de cet objectif

- De pouvoir se féliciter d’une belle avancée une fois l’objectif atteint

L’objectif doit être **SMART :**

* **S**pécifique : c’est à dire personnalisé et précis. Par exemple mieux vaut définir comme premier objectif : la mise en place d’une collecte séparée des biodéchets sur le territoire, ou l’organisation d’un défi familles zéro déchet pour sensibiliser les citoyens, plutôt que de chercher à obtenir l’engagement de la collectivité dans une démarche zéro déchet que chacun pourrait interpréter différemment.
* **M**esurable : c’est à dire réfléchir à des indicateurs de succès (des actions, des résultats…), cela peut mener également à réfléchir à des sous-objectifs.  
  ex : si votre objectif est la mise en place de la collecte des biodéchets sur le territoire. Le 1er sous-objectif peut être le tri dans les cantines scolaires, puis un second sous-objectif peut être le lancement d’une expérimentation de la collecte dans un quartier pilote, et enfin, la généralisation à toute la ville.
* **A**mbitieux : Evidemment, il s’agit de définir des objectifs qui ne se réaliseront pas ou pas si vite sans votre action.
* **R**éaliste : Est-il possible pour le décideur auquel vous vous adressez d’atteindre l’objectif ? Si oui, comment ? Il est utile de répondre à ces questions en amont, d’avoir en tête des exemples et une idée de marche à suivre pour pouvoir répondre le cas échéant à ceux qui vous diront que c’est impossible.
* Délimité dans le **T**emps : Si l’objectif ne peut pas se réaliser avant plusieurs années, essayez d’imaginer ce qui pourrait correspondre à des paliers intermédiaires. Une stratégie du décideur peut être de gagner du temps en repoussant la décision à plus tard. Il n’est donc pas inutile de chercher à fixer une échéance, un calendrier qui paraît raisonnable.

# 3. Connaître le contexte

*= se renseigner sur la situation du territoire pour identifier les freins et saisir les opportunités qui vous permettront d’atteindre l’objectif.*

Connaître la situation présente en matière de déchets sur son territoire :

* **Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public** : Pour connaître rapidement comment s’organise la gestion des déchets sur votre territoire, le premier document à consulter est le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets. Chaque collectivité en charge de la collecte ou du traitement des déchets est tenue d’en réaliser un chaque année. Il contient des informations sur les quantités de déchets collectés, leur destination, le coût de l’organisation du service public et les modalités de son financement. Il est normalement disponible au téléchargement sur le site des collectivités concernées.
* **Les résultats de caractérisation de déchets** : Pour compléter ce document, il est parfois possible de trouver les résultats d’opérations de caractérisation de déchets menées sur le territoire. Ces opérations permettent de connaître la composition des déchets résiduels produits sur le territoire et contient donc des informations très précieuses pour orienter et prioriser l’action locale en faveur du zéro déchet. Elles ne sont cependant pas réalisées de manière systématique partout car cela coûte cher et ne sont pas forcément rendues publiques par les collectivités.

Connaître la stratégie de son territoire en matière de déchets :

* **Le programme local de prévention des déchets.** Auparavant facultatif, [il est désormais obligatoire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=7CB64187C8A3E7BCB4A088AEA8921C06.tpdila13v_3?idSectionTA=LEGISCTA000030728602&cidTexte=LEGITEXT000006074220&dateTexte=20160216) pour toute collectivité en charge de la collecte des déchets. Certaines collectivités ne l’ont cependant pas encore élaboré. Il décrit les actions à réaliser pour réduire les déchets sur le territoire. Il permet ainsi de se rendre compte du niveau d’ambition et des moyens investis pour la réduction des déchets sur votre territoire.
* **Les documents relatifs au projet « territoires Zéro Déchet Zéro Gaspillage ».** En France, 153 territoires sont lauréats de l’appel à projets ZDZG lancé par le ministère de l’environnement en 2014. Si votre territoire fait partie des heureux élus, il peut être intéressant de regarder [le dossier de candidature que la collectivité a déposé au Ministère pour être retenue](http://optigede.ademe.fr/laureats-tzdzg-2015) ou la délibération prise par les élus de la collectivité pour valider politiquement le projet ZDZG. Ces différents documents fixent la stratégie de votre collectivité en matière de réduction des déchets et d’amélioration du tri.

**ENCADRE : Territoires ZDZG : quesako ?**

Le ministère a lancé un appel à projets intitulé Territoires zéro déchet zéro gaspillage en 2014. Cet appel, inspiré des expériences de politiques zéro déchet réussies à l’étranger (Trévise, Hernani…) se base sur un [cahier des charges ambitieux](http://www2.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2014-10-06_Cahier_des_charges_AAP_territoires_ZGZD.pdf) et prévoit que les lauréats :

- Expérimentent la tarification incitative et le tri à la source des biodéchets

- Mènent des actions de prévention des déchets

- Mettent en place une gouvernance participative autour du projet, en impliquant les acteurs du territoire.

Les (nombreux) lauréats finalement retenus ne respectent cependant pas tous à la lettre ce cahier des charges et leurs projets présentent des niveaux d’ambition très différents : de la simple poursuite des actions de prévention des déchets déjà engagées (type stop pub ou compostage) à la remise à plat complète du système de gestion des déchets.

Pour atteindre votre objectif, le fait que votre collectivité soit lauréate TZDZG offre tout de même des opportunités :

→ En répondant à l’appel à projets, la collectivité a affiché une certaine ambition et s’est engagée à expérimenter certaines actions. Le cahier des charges de l’appel à projet ou le dossier de candidature de la collectivité peuvent permettre de rappeler à vos interlocuteurs l’ambition initiale du projet qui s’est peut-être édulcorée en cours de route.

→ Les territoires qui sont lauréats reçoivent des sommes importantes de l’ADEME. Ils ont donc des moyens supplémentaires pour engager des actions ambitieuses.

→ Le cahier des charges TZDZG prévoit une gouvernance participative. Des instances de consultation ou de concertation sont donc peut être en cours de création et peuvent être des enceintes pour faire passer vos idées et porter vos demandes.

# 4. Construire son argumentaire

### Identifier les arguments qui viennent soutenir votre objectif

Bonne nouvelle, pour le zéro déchet ils sont nombreux ! 😊

* **Environnementaux** : la gestion des déchets est un facteur important du réchauffement climatique, parce que les installations de traitement des déchets émettent du méthane et du CO2 (voir notre site climat.zerowastefrance.org) mais également parce que tous nos déchets témoignent d’un formidable gaspillage de ressources qui n’est pas neutre pour la planète.

* **Sanitaires** : Certaines installations de traitement (décharges, incinérateurs) peuvent être à l’origine de pollutions locales et poser des problématiques sanitaires (qualité de l’air).

* **Economiques** : la gestion des déchets coûte cher, surtout quand il s’agit de les brûler dans un incinérateur ou de les trier mécaniquement dans une installation de Tri mécano biologique. En 20 ans, le coût de la gestion des déchets a augmenté de 300%. Les collectivités qui ont engagé des démarches de réduction des déchets et d’amélioration du tri sont celles qui parviennent le mieux à maîtriser le coût de la gestion des déchets.

* **Réglementaires** : La réglementation européenne et nationale a évolué ces dernières années et encourage le développement des démarches zéro déchet au niveau local. Cependant beaucoup de lois en matière environnementale et d’autant plus dans le domaine des déchets ne sont tout simplement pas respectées. Se référer à la réglementation en vigueur peut donc déjà vous permettre de trouver des arguments de poids, et vous offre le cas échéant la possibilité d’utiliser l’outil du contentieux juridique. Consulter l’inventaire des [évolutions réglementaires](https://www.zerowastefrance.org/media/Fiche%20-%20Economie%20circulaire%20-%20Evolutions%20r%C3%A9glementaires%20depuis%202015.pdf) récentes.

→ La “bible” pour réunir les arguments en faveur du Zéro déchet, c’est bien sûr [le scenario Zero Waste](http://lescenario.zerowastefrance.org/). C’est aussi un bon support à offrir à ses interlocuteurs (élus, agents des collectivités..) pour commencer à les sensibiliser à la question.

→ Pour compléter, il y a de nombreux articles de décryptage de la réglementation sur le site de Zero Waste France.

### Analyser les contre-arguments et être prêts à y répondre

Cela suppose de connaître ses interlocuteurs et leur positionnement et être prêt à faire évoluer son discours en prenant en compte ces contre-arguments.

### Trouver des « cautions » à son discours

* Se baser sur des exemples qui ont fonctionnés. Par exemple d’autres collectivités en France ou à l’étranger ([Beaucoup de cas d’étude sont recensés sur le site de Zero Waste France](https://www.zerowastefrance.org/fr/agir-collectivites))
* Chercher le soutien « d’experts » : des scientifiques, des institutions, Zero Waste France…

*→ Par ex. Pour soutenir son argument sur le danger sanitaire de l’utilisation de barquettes jetables en plastique dans les cantines scolaires, le groupe local de Strasbourg a fait appel à des médecins et spécialistes des perturbateurs endocriniens.*

Encadré :

Quand il s’agit de présenter leurs demandes et leurs arguments, certains citoyens ou associations peuvent ne pas se sentir à la hauteur des décideurs ou experts qui ont des connaissances plus pointues sur le sujet déchets.

Si c’est le cas, gardez à l’esprit que : vous n’aurez certes pas toujours autant de connaissances techniques que vos interlocuteurs mais vous êtes légitime en tant que citoyen à donner votre avis sur ces sujets, recevoir des explications et proposer des alternatives. En général, les politiques et les décisions sont meilleures quand elles ont été travaillées à plusieurs !

Si l’on vous entraîne sur des terrains trop techniques, n’hésitez pas non plus à revenir aux fondements du débat. Vous n’aurez pas forcément immédiatement toutes les réponses pour la mise en œuvre technique et financière de telle ou telle mesure, cela ne vous empêche pas de défendre des principes, mettre en avant des bonnes pratiques et proposer votre aide dans l’élaboration de solutions propres au territoire.

# 5. Identifier des alliés

= *Identifier des acteurs qui sont en accord avec vous et peuvent appuyer vos demandes.*

Cela permet de renforcer son message et parfois sa crédibilité aux yeux des décideurs, tout en augmentant sa capacité de mobilisation.

Cela peut être :

* Des élus ou des agents de collectivité, qui, sans vous soutenir ouvertement, pourront vous transmettre des informations utiles.
* Des acteurs de la société civile (syndicats, parents d’élèves, autres associations environnementales ou de consommateur…)
* Des entreprises/commerçants

# 6. Choisir le bon moment

= *identifier et d’anticiper les “temps forts” qui vous permettront de faire passer votre message plus efficacement*

Un plaidoyer efficace est aussi une question de “timing”. Il s’agit d’identifier et d’anticiper les “temps forts” qui vous permettront :

* Soit de vous faire plus facilement entendre car les décideurs ou les médias sont plus attentifs (par ex. à l’occasion d’une élection locale, d’un événement thématique comme la SERD, d’une actualité en lien avec votre objectif).
* Soit d’intervenir au moment précis où une décision qui concerne votre objectif doit être prise ( à l’occasion du vote d’une délibération, du renouvellement d’un marché public…).

Choisir le bon moment demande parfois de bien connaître les procédures applicables à telles ou telles décisions (par exemple, la procédure pour la construction d’une installation de traitement de déchets est très encadrée et offre plusieurs “temps forts” pour s’opposer au projet).

# 7. Se rendre incontournable

= *Faire parler de vous*

Il s’agit :

* D’affirmer votre représentativité : par exemple en ayant une page facebook suivie, une mailing liste qui réunit vos contacts, en mettant en avant l’appartenance au réseau Zero Waste France, etc.
* D’avoir la capacité d’attention médiatique : en établissant une liste de contact presse à qui envoyer des informations, en essayant d’obtenir des relais par la presse.
* D’affirmer votre capacité de mobilisation : par une présence en ligne, des ateliers de sensibilisation ou des actions sur le terrain.
* De vous placer comme un acteur pouvant apporter de nouvelles idées et être force de proposition : par exemple en organisant des événements thématiques auxquels inviter les décideurs ou des visites (dans une plateforme de compostage, une collectivité voisine qui a mis en place la tarification incitative ou une nouvelle déchèterie)